

# Chaos gouvernemental

**I**l n'y a plus de politique intérieure française. Le pouvoir éclate en mille morceaux. Jusqu'à présent le chaos gouvernemental se nommait bénévolement dans la vie publique et médiatique des « couacs » : il n'était question que de « couacs », à raison d'un ou deux par jour.

Voici maintenant le temps de la guerre ouverte. Manuel Valls qui a, en réalité, totalement échoué dans sa prétendue politique de sécurité intérieure, et cherchant pour son ambition personnelle à maintenir sa cote de popularité de premier flic de France se voit dans l'obligation de jouer au matamore : les Français sont excédés d'une insécurité permanente, exaspérés en particulier par ces vols dont l'augmentation est aujourd'hui exponentielle, aucun chiffre officiel ne répondant plus à la réalité que vivent les gens. Pas les hommes et les femmes politiques, pas les gens de pouvoir et d'argent, pas les puissants et les gros, non, les petites gens et les étrangers de passage. Dans des cités entières, maintenant dans des villes, presque dans leur cœur, à cause des trafics, en raison évidente de communautarismes exacerbés, c'est un véritable enfer qui s'est installé. Avec règlements de comptes à l'appui. Presque tous les jours et pas seulement à Marseille ! À Marseille où le même Manuel Valls a présidé une réunion de sécurité avec, à table autour de lui, donnant leurs graves avis, quelques bandits du monde politique, condamnés ou en instance d'être condamnés. De quoi faire un film !



Les protestations populaires remontent des maires et les rapports des préfets jusqu'à la place Beauvau : si rien n'est fait, si aucune décision n'est prise, l'explosion sociale sera le résultat inéluctable d'une telle anarchie.

Alors Valls fait le dur. Comme Sarkozy. Il s'en prend aux Roms. Il dénonce des campe-

ments illégaux, des méthodes de racket avec utilisation d'enfants, une impossibilité radicale d'intégration, et des passages continuels de frontières que l'Europe autorise et impose sans tenir compte des impératifs de police.



Et voilà que Cécile Duflot, le lendemain ou presque, lors des journées parlementaires d'Europe Ecologie-Les Verts de fin septembre, s'indigne : elle l'accuse de mener des politiques discriminatoires et de rompre le « *pacte républicain* ». Oh ! Ce n'est plus une faute, c'est un péché, et la prophétesse prenait le ton de la malédiction, sommant le chef de l'État, le président de la République, de condamner comme elle le crime irrémédiable. Hollande se passerait bien d'une telle sommation. Il ne vient à l'idée de personne de rétorquer à celle qui est ministre du logement, d'assumer ses propos et de « loger » chez elle dans son appartement quelques familles de « roms », ce qui donnerait quelque consistance réaliste à ses propos d'une si intense et vertueuse émotion. N'est-ce pas ?

Taubira fait ce qu'elle veut dans son coin, désorganisant la justice française ; Valls mène son affaire ; Duflot et les Verts de même, Moscovici s'y croit, Montebourg ne sert plus à rien... Quant à Hollande, il essaye de faire croire que grâce à lui la France est sortie de la crise, et que les Français, ne subissant plus de hausses de taxation, vont connaître les bonheurs d'une croissance à la mode socialiste, comble de la béatitude.

Il n'y a plus de politique intérieure. Plus de politique extérieure, comme le montre notre dossier de ce mois-ci, si gravement éclairant : encore et toujours de ridicules discours de matamores impuissants. La France est ridiculisée sans remplir aucun de ses devoirs. La vérité : c'est la fin d'un régime. ■